# Edmond Ganter, « Long débat sur l’institut de physique nucléaire », *Le Courrier* (1er juin 1953)

|  |
| --- |
| [fr] Publié dans *Le Courrier*, quotidien de sensibilité démocrate-chrétienne, cet article du 1er juin 1953 est signé par Edmond Ganter, journaliste et chroniqueur parlementaire. Il rend compte d’un débat houleux au Grand Conseil genevois à propos de l’initiative communiste visant à interdire l’implantation d’un institut de physique nucléaire dans le canton. Marqué par une forte obstruction des élus communistes, le débat révèle des divergences profondes sur la neutralité suisse, les risques de détournement militaire des recherches scientifiques, l’américanisation supposée du projet, ainsi que l’impact local du futur laboratoire. La majorité parlementaire défend l’institut comme un projet pacifique, européen et bénéfique pour la science et la médecine, rejetant les craintes communistes comme idéologiques et excessives. |
| [de] Veröffentlicht in *Le Courrier*, einer christlich-demokratisch orientierten Tageszeitung, stammt dieser Artikel vom 1. Juni 1953 von Edmond Ganter, Journalist und Parlamentsberichterstatter. Der Text schildert eine hitzige Debatte im Genfer Grossen Rat über die kommunistische Initiative, die die Errichtung eines Instituts für Kernphysik im Kanton verbieten wollte. Die Sitzung war von Obstruktion der kommunistischen Abgeordneten geprägt und brachte tiefe Meinungsverschiedenheiten über die schweizerische Neutralität, mögliche militärische Nutzung wissenschaftlicher Forschung, den Einfluss Amerikas sowie lokale Auswirkungen des Labors zum Vorschein. Die bürgerliche Mehrheit verteidigte das Projekt als friedlich, europäisch und medizinisch wertvoll und wies die kommunistischen Einwände als ideologisch überzeichnet zurück. |
| [it] Pubblicato su *Le Courrier*, quotidiano di ispirazione democristiana, questo articolo del 1º giugno 1953 è firmato da Edmond Ganter, giornalista e cronista parlamentare. Il testo descrive un acceso dibattito nel Gran Consiglio ginevrino sull’iniziativa comunista che mirava a vietare l’insediamento di un istituto di fisica nucleare nel cantone. Il dibattito fu segnato dall’ostruzionismo dei deputati comunisti e mise in luce profonde divergenze riguardo alla neutralità svizzera, al rischio di applicazioni militari della ricerca, all’influenza americana e alle conseguenze locali dell’istituto. La maggioranza difese il progetto come pacifico, europeo e utile alla medicina, respingendo le critiche comuniste come ideologiche e sproporzionate. |
| [en] Published in *Le Courrier*, a Christian-democratic daily, this article dated 1 June 1953 is written by Edmond Ganter, a journalist and parliamentary correspondent. It reports on a heated debate in the Geneva Grand Council over a communist initiative seeking to prohibit the establishment of a nuclear physics institute in the canton. The session was marked by procedural obstruction from communist deputies and highlighted deep divisions on Swiss neutrality, the risk of scientific research being used for military purposes, fears of American influence, and the institute’s local impact. The parliamentary majority defended the project as peaceful, European, and medically useful, dismissing the communist objections as ideological and exaggerated. |

Un interminable débat s’engage alors sur le préavis à donner à l’initiative communiste prohibant l’établissement de tout institut de physique nucléaire dans le canton de Genève. Dès la première heure du débat, chacun se rend compte que les communistes sont décidés à retarder dans la mesure du possible le vote, en se livrant à une constante obstruction. Les mêmes arguments sont repris sans fin.

Afin de clarifier un débat qui ne le fut guère, nous donnons ici les principales objections communistes, d’après le rapport de la minorité :

*L’origine du projet est américaine. C’est le savant américain J. Rabi, prix Nobel, qui a lancé l’idée, en juin 1950, à la Conférence générale de l’Unesco, d’unifier les recherches européennes dans le domaine de la physique nucléaire. Des conférences préliminaires ont eu lieu à Paris en décembre 1951, à Genève en février 1952 et des sessions du Conseil européen à Paris en mai 1952, à Copenhague en juin 1952, à Amsterdam en octobre 1952.*

*On assure que toutes les recherches seront publiques, mais comme des savants de différentes nationalités travailleront dans ce laboratoire, rien ne permet d’affirmer que cet engagement de publicité sera tenu, chaque savant pouvant parfaitement faire bénéficier son pays d’origine des découvertes avant que celles-ci soient devenues publiques.*

*On assure que les recherches seront essentiellement de nature pacifique et scientifique, excluant toute préparation à la guerre. Cependant, il va de soi que si les chercheurs découvrent un nouveau matériau fissile qui puisse remplacer l’uranium, cette découverte serait de nature à donner au pays qui en bénéficierait le premier (éventuellement par une indiscrétion de savant) une suprématie très nette d’une certaine durée.*

*Une découverte soi-disant pacifique peut être transformée très rapidement pour des applications militaires. C’est en quatre ans qu’après la découverte des savants atomistes a été construite la première bombe atomique.*

*Aucune comparaison n’est possible avec l’école de chimie ou de physique dont l’équipement extrêmement modeste ne peut être mis sur le même plan que l’équipement ultramoderne du futur laboratoire.*

*Le problème se pose très sérieusement de savoir si la Suisse, étant donné sa politique de neutralité, peut hospitaliser un institut de cette espèce.*

*On assure avec insistance que des institutions internationales diverses ont exprimé la même inquiétude (en particulier des milieux du CICR).*

*Du point de vue de la recherche médicale, l’institut en question ne présentera qu’un intérêt très minime puisqu’il ne possédera pas de pile atomique permettant de fabriquer des isotopes.*

*Aucune explication satisfaisante n’a été donnée à la commission sur la consommation d’énergie électrique, la provenance de cette énergie, la construction des conduites d’apport d’énergie ni les conditions d’utilisation de cette énergie.*

*Il n’a été donné à la commission aucune explication satisfaisante sur les eaux de refroidissement ; seront-elles pompées au Rhône, au lac, dans l’Allondon ou dans la nappe souterraine ? On ne le sait. Qui fera les frais d’installation ? On ne le sait pas davantage.*

M. Vincent (com.) commente longuement ces diverses objections, après avoir accusé le Bureau d’avoir commis une irrégularité en omettant dans le titre du rapport de la minorité le mot « international. Ce sont seulement des instituts internationaux que nous refusons », dit-il.

Le président, à l’aide d’une feuille de l’initiative, n’a pas de peine à prouver que ce mot ne figure pas dans le titre officiel de cette dernière.

M. Revaclier (rad.) critique l’emplacement choisi, qui désorganisera les exploitations des agriculteurs contraints de céder du terrain. Pourquoi ce centre n’a-t-il pas été établi plus près de Verbois ?

« Il n’y a aucune commune mesure, déclare M. Dutoit (rad.), rapporteur de la majorité, entre une usine destinée à fabriquer des bombes atomiques et l’institut projeté. Il importe de ne pas laisser circuler cette légende absurde. »

« Il n’y aura à Meyrin qu’une centaine de personnes occupées dans les laboratoires, alors que les usines atomiques des grandes puissances en mobilisent des milliers. La première usine militaire créée en Amérique occupe 1000 km² et non 30, comme prévu à Genève. »

« Dans la nouvelle usine, deux instruments d’expérimentation seront en fonction. Comment les savants appelés à les utiliser pourraient-ils cacher à leurs collègues leurs éventuelles découvertes ? C’est enfantin, M. Vincent ! »

« Il y a des gens qui utilisent les progrès de la science à des fins militaires, mais est-ce une raison pour arrêter toutes les études scientifiques ? »

On cherche à minimiser la portée médicale des recherches qui seront faites à Genève. Les plus grands spécialistes nous disent au contraire que ces recherches permettront de soulager, à l’aide de nouvelles méthodes, les maux de l’humanité.

Les motifs communistes sont essentiellement politiques. Ne nous laissons pas « bluffer » par de tels arguments.

« Ce laboratoire », dit M. Picot, conseiller d’État, « sera très utile à notre Institut de physique. Quel besoin l’OTAN aurait-il de ces machines, puisqu’il dispose aux États-Unis d’un équipement infiniment plus puissant ? »

« Cet institut n’a rien d’américain. Il sera créé par 11 nations européennes qui en assumeront les frais, sauf les terrains offerts par Genève. »

« Nous sommes au début du développement d’une science importante. Il importe qu’elle puisse se développer. Une expérience médicale étonnante a été faite récemment à l’hôpital de Genève, montrant l’utilité de ce genre de recherches pour sauver certains malades. »

« Ce que nous dénonçons comme un malheur, c’est ce "stop" que les communistes imposent à la science. »

M. Trüb (com.) aimerait avoir des précisions sur le prix des installations accessoires.

« Si l’on a choisi Genève », reprend M. Nicole (nicoléen), « c’est pour couvrir ce nouvel établissement du manteau de notre neutralité. C’est tout particulièrement dangereux en ces temps de tension internationale. »

M. Ducommun (com.) : « On laisse croire que les communistes sont ennemis de la science. C’est faux. » (Murmures.)

« Les écoles manquent pour les enfants, Picot, et vous allouez des crédits à une institution dont les découvertes pourront être utilisées sur le plan militaire. »

M. Picot, conseiller d’État :

« Ne critiquez pas l’enseignement. Nous avons 150 instituteurs de plus qu’il y a quelques années ! Tant que les conventions ne sont pas signées, il n’est pas possible d’avancer des chiffres. »

« Ces Messieurs du Parti du Travail font de leur opposition une question de principe. Ils la maintiendraient même si l’institut ne coûtait pas un sou à Genève. »

« Ils ont la hantise américaine. L’URSS gardait, après l’armistice, une armée de plusieurs millions d’hommes sous les drapeaux, alors que les États-Unis démobilisaient… » (Tumulte.)

« Nous sommes pour la paix. La science doit être un facteur de paix ! » (Applaudissements.)

M. Trüb : « M. Picot n’a pas répondu à mes questions ! »

(Des voix) : « Assez ! »

M. Trüb se fâche et crie… Il s’ingénie à prouver que tout n’est que scandales et insuffisances dans la République.

On se demande pourquoi il ne transporte pas ses pénates en URSS où, comme nul ne l’ignore, tout n’est qu’ordre, beauté, luxe, calme et volupté.

M. Poncet (n.d.) constate l’incohérence du débat et en demande la clôture.

Cette clôture est acceptée.

M. Dafflon (com.), encore inscrit sur la liste des orateurs, annonce une très longue intervention. Les bancs nationaux se vident.

M. Trüb déclare au Bureau que le débat pourrait se prolonger jusqu’à 15 heures.

Il s’entend répondre : « Si vous voulez ! »

Mais les communistes se lassent et demandent par l’organe de M. de Felice (com.) que le débat soit repris au commencement de la séance de l’après-midi.

Les partis nationaux tiennent bon et cette proposition est refusée par 41 voix contre 24.

M. Nicole :

« M. Picot, vous avez engagé Genève dans une triste aventure. »

M. Vincent reprend encore une fois tous les arguments déjà développés.

« La Russie pourrait faire partie du nouvel institut », remarque M. Deonna (n.d.). « Pourquoi ne donne-t-elle pas son adhésion ? »

M. Vincent :

« Là n’est pas la question. La neutralité suisse n’est qu’un paravent qui vous sert à préparer la guerre ! » (Vives protestations.)

M. Picot remet les choses au point avec précision :

« Vos affirmations », dit-il aux communistes, « sont sujettes à caution. Vous avez dit : Slansky est un héros. Puis vous avez dit : Slansky est une vipère lubrique. En affirmant que l’institut aura des buts militaires, vous proférez un mensonge. »

Puis le Conseil, à une substantielle majorité, décide de demander au peuple de repousser l’initiative communiste.

Il est 12 h 45.